



L'ACCORD AU COU

COMMENT LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE
ENTRE L'UE ET LE MERCOSUR VA
SACRIFIER LES DROITS HUMAINS,
L'ALIMENTATION ET LA PLANÈTE



Les Amis
de la Terre
France

L'Union européenne a récemment conclu un accord commercial avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) qui, s'il est ratifié, serait le plus important jamais mis en place par les deux blocs en nombre de citoyens concernés. Cet accord s'accompagnera cependant de coûts sociaux et environnementaux exorbitants.

De tragiques conséquences se profilent tant au niveau régional que mondial : recrudescence des incendies en Amazonie, montée en flèche des émissions de gaz à effet de serre, perturbation de la production alimentaire locale dans les pays du Mercosur et utilisation accrue de pesticides dangereux et d'autres substances toxiques menaçant la sécurité sanitaire des aliments importés en Europe.

La signature de cet accord consolidera par ailleurs la position du président brésilien Jair Bolsonaro, rendu célèbre par ses attaques répétées contre les droits des peuples autochtones, des femmes, des paysans et autres travailleurs, ainsi que par ses coups portés à l'Accord de Paris sur le climat et à l'environnement de son pays.

Pour entrer en vigueur, l'accord doit encore être adopté par le Conseil de l'UE, par le Parlement européen et l'ensemble des parlements des États membres. Le moment est venu de s'opposer fermement à cet accord commercial colossal, qui, s'il venait à entrer en vigueur, porterait gravement atteinte aux populations, au climat et à l'environnement.

1. LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT SOUS PRESSION

L'accord commercial UE-Mercosur donnera un coup d'accélérateur aux échanges de produits qui sont à l'origine de la déforestation et aggravent le changement climatique. De plus, il entraînera une hausse des émissions de gaz à effet de serre (GES) dues au transport de marchandises, notamment le fret maritime. Dans de nombreux endroits, les incitations commerciales en faveur de la production agricole porteront atteinte à la biodiversité, du fait de la disparition des habitats naturels au profit des pâturages et des cultures. Elles étendront le recours aux pesticides toxiques, mettant ainsi en danger les travailleurs, les consommateurs et la vie sauvage. L'accord supposera également une augmentation des ventes de voitures de la très polluante industrie automobile européenne, exacerbant par là même les émissions de gaz à effet de serre.

- Les nouvelles règles commerciales instaurant des droits de douane réduits encourageront la production de marchandises agricoles dans les pays du Mercosur, notamment celle de trois produits bien connus pour leur contribution à la déforestation, à la dégradation de l'environnement et au changement climatique:

» LA VIANDE DE BŒUF

L'accord entraînera une augmentation de 30 % des importations de bœuf en direction de l'UE. La demande de viande bovine constitue l'un des principaux moteurs de la déforestation au Brésil¹, où une superficie de forêt amazonienne équivalente à trois terrains de football disparaît toutes les minutes². Au Paraguay et en Argentine, la production de bœuf est aussi synonyme de déforestation³. En outre, la production de viande bovine représente une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre⁴, qui viennent s'ajouter aux émissions issues de la déforestation. Si l'accord entre en vigueur, la production de viande bovine représentera 82 % de l'augmentation prévue des émissions de GES⁵ découlant des produits agricoles.

» LE SOJA

L'accord entraînera une augmentation de la demande de soja de la part des éleveurs européens et du Mercosur, où sa production va croître. Le soja constitue en effet la base de la nourriture animale dans l'élevage industriel. De plus, afin de faciliter les échanges, les taxes sur les exportations argentines de soja en direction de l'UE seront levées par l'accord. Cette augmentation de production exacerbera la déforestation et provoquera une perte de biodiversité et d'importants habitats dans la zone surnommée « la frontière du soja », dans la région du Cerrado brésilien⁶ et du Chaco argentin et paraguayen⁷. La culture du soja pourrait également s'étendre jusqu'à l'Amazonie brésilienne, où elle est actuellement interdite par le « moratoire sur le soja », que le gouvernement brésilien et les producteurs de soja remettent désormais en question⁸. Dans le Cerrado brésilien, l'expansion de la culture du soja a généré l'équivalent de 143 millions de tonnes d'émissions de CO₂ entre 2006 et 2017⁹.

» LA CANNE À SUCRE

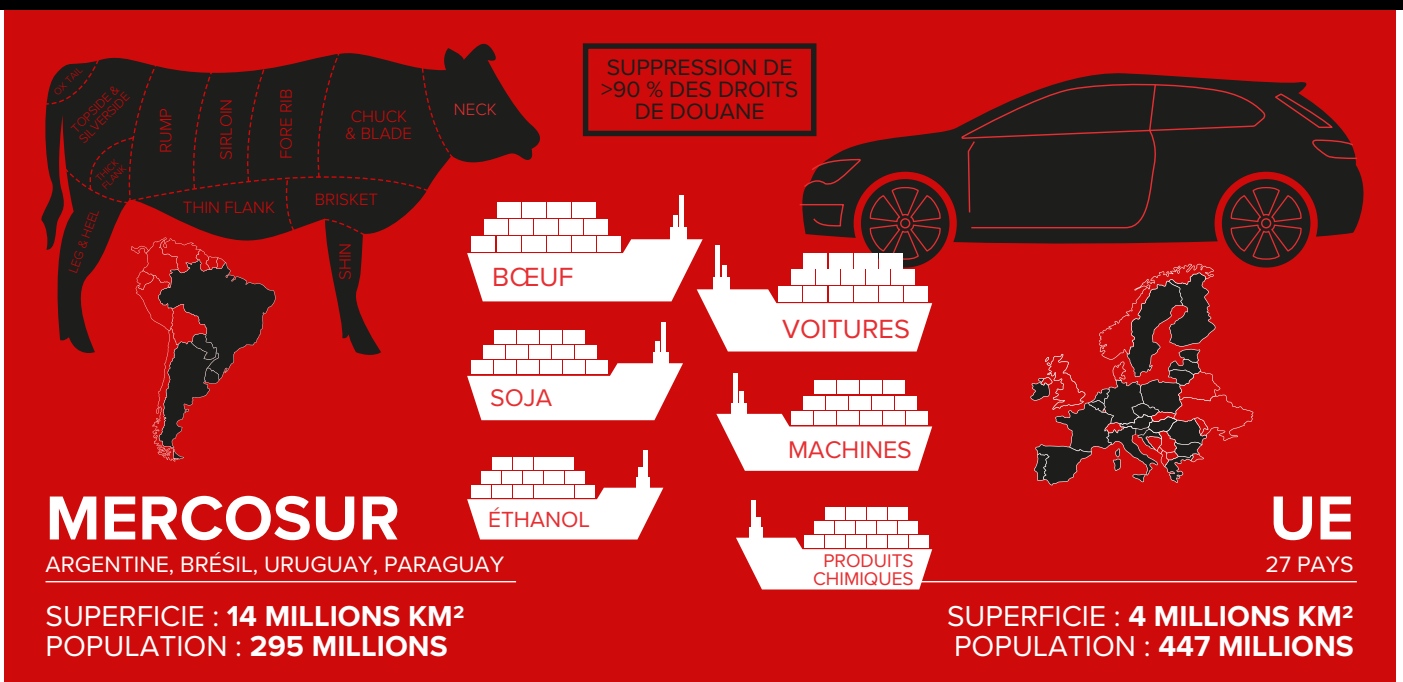
L'éthanol extrait de la canne à sucre peut être transformé en agrocarburant, utilisé comme alternative aux combustibles fossiles pour les transports. La production de canne à sucre est une cause majeure de déforestation¹⁰ et accentue de ce fait le changement climatique. En 2019, le gouvernement brésilien a levé l'interdiction de la culture de la canne à sucre en Amazonie¹¹. Une décision préoccupante alors que les estimations prévoient que près de la moitié de la progression de la production mondiale d'éthanol d'ici 2025 aura lieu au Brésil¹².



- Les nouvelles règles commerciales instaurant des droits de douane nuls encourageront la production de voitures et de pièces automobiles dans l'UE. Ceci élargira le marché de la déjà très polluante industrie automobile européenne et dopera les ventes dans les pays du Mercosur de véhicules utilitaires de sport (SUVs) particulièrement néfastes pour le climat.
- Ce commerce florissant de part et d'autre de l'Atlantique augmentera les émissions de GES provenant du transport maritime. Les navires de charge représentent déjà 3 % des émissions de GES dans le monde¹³.

La signature de l'accord commercial redorera l'image du gouvernement du président brésilien Jair Bolsonaro, qui s'adonne à un démantèlement systématique des politiques brésiliennes de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement¹⁴. Déclinant toute responsabilité, le président Jair Bolsonaro a été jusqu'à accuser l'acteur Leonardo DiCaprio de financer la destruction de la forêt amazonienne et affirmé que les ONG étaient à l'origine des incendies¹⁵. Dans la même veine, le ministre des Affaires étrangères du Brésil, Ernesto Araujo, soutient qu'« *il n'existe aucune catastrophe liée au changement climatique* » et que « *le changement climatique relève d'un complot marxiste* »¹⁶.

COMMENT L'ACCORD UE-MERCOSUR EST PROMU



2. DES ALIMENTS TOXIQUES DANS VOTRE ASSIETTE

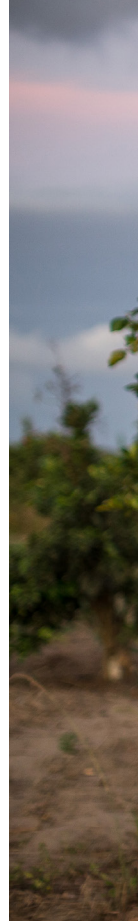
L'accord commercial entraînera un assouplissement des règles et des contrôles portant sur les produits alimentaires importés du Mercosur, en dépit des nombreux scandales liés à la sécurité sanitaire des aliments survenus au Brésil et des normes de sécurité sanitaire très différentes d'un bloc à l'autre.

- Les règles européennes qui restreignent actuellement les aliments et les cultures génétiquement modifiés (OGM) seront menacées. Le Brésil et l'Argentine sont les plus grands producteurs mondiaux de soja et de maïs OGM, 95% du soja brésilien¹⁷ et argentin¹⁸ étant génétiquement modifié. Un accord commercial aidera ces pays à faire pression en faveur de l'entrée sur le marché européen de ces cultures OGM.
- Les consommateurs européens seront exposés à la présence de pesticides dangereux dans les produits alimentaires importés. En effet, 149 pesticides utilisés au Brésil¹⁹ sont interdits en Europe en raison de préoccupations en matière de santé et de sécurité. Le Brésil est le plus grand utilisateur de pesticides au monde²⁰ et utilise largement le glyphosate sur les cultures génétiquement modifiées²¹.

Après une récente visite au Brésil, le rapporteur spécial des Nations Unies Baskut Tunkat a sonné l'alarme sur le risque d'une utilisation aussi intensive de produits chimiques dans l'agriculture, qui pourrait entraîner selon lui une **«épidémie d'empoisonnements»** par les pesticides dans le pays.²² Il a pointé la responsabilité du gouvernement brésilien dans la déferlante d'**« une vague catastrophique de pesticides toxiques [...] qui empoisonnera des générations »**.

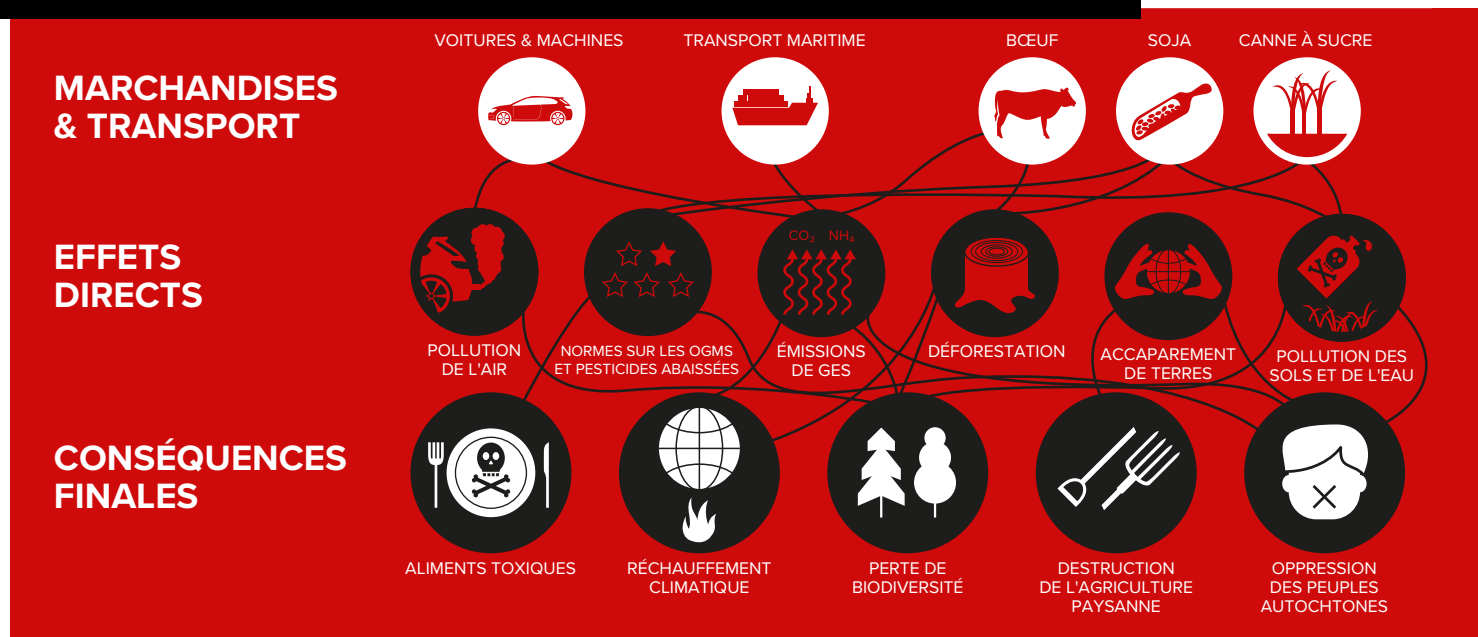
- Les consommateurs pourraient se voir exposés à la ractopamine, une hormone de croissance que l'on peut retrouver dans l'alimentation. Bien que la viande importée doive être exempte de ractopamine, l'accord commercial prévoit de réduire les contrôles de marchandises aux frontières, ce qui signifie qu'il existe un risque sérieux que des importations contaminées ne soient pas détectées²³. La ractopamine est interdite dans 160 pays, dont tous les pays de l'UE, en raison du danger qu'elle constitue pour la santé humaine. Elle a été détectée dans des exportations de viande en provenance du Brésil²⁴ et est autorisée en Argentine.
- En raison de la diminution des contrôles sur les importations, les consommateurs européens pourraient par ailleurs être confrontés à des risques sanitaires liés à de la viande contaminée, comme dans le cas des poulets infectés par la salmonelle. Ce risque est d'autant plus grand que l'UE a accepté de réduire les contrôles effectués dans les abattoirs des pays du Mercosur.
- L'accord commercial attribuera une part du marché encore plus importante au premier exportateur mondial de viande²⁵, le brésilien JBS, malgré les scandales l'ayant éclaboussé : vente de viande avariée, corruption de responsables politiques et implication dans un délit d'initié. À titre indicatif, JBS procède à l'abattage de 77 000 vaches chaque jour²⁶.

Non content d'augmenter les risques liés aux importations d'aliments peu sûrs, l'accord entraînera une hausse de 30 % des exportations de bœuf du Mercosur vers l'UE, tirant ainsi les prix vers le bas. Cela aura des répercussions sur les petits éleveurs européens, et forcera un plus grand nombre d'entre eux à mettre la clé sous la porte.





LE COÛT RÉEL DE L'ACCORD DE COMMERCE UE-MERCOSUR



3. LES DROITS HUMAINS BAFOUÉS

La signature de l'accord commercial reviendra également à fermer les yeux sur les effroyables violations des droits humains au Brésil, et à soutenir le gouvernement de Jair Bolsonaro qui met à mal la démocratie et l'état de droit. Pour ne rien arranger, l'accord ne fait rien pour garantir la protection des droits des travailleuses et des travailleurs.

- Les petits producteurs et les communautés autochtones sont la cible d'intimidations et d'actes de violence de la part des « mafias de la forêt tropicale », liées à l'exploitation forestière illégale et à l'accaparement des terres, et tolérées par Bolsonaro²⁷.
- Entre 2009 et 2018, 363 assassinats de personnes défendant les terres et l'environnement ont été recensés au Brésil²⁸. Le pays détient de loin le record du nombre de crimes de ce type. L'impunité reste la norme, car ces assassinats ne font presque jamais l'objet d'enquêtes ou de poursuites²⁹.

Les communautés locales ont récemment donné l'alerte quant à la violence accrue que déchaîne le président Bolsonaro contre elles. La Coordination des peuples autochtones de l'Amazonie brésilienne, qui représente 160 peuples autochtones différents, disséminés sur environ 110 millions d'hectares du territoire amazonien, a, par exemple, dénoncé « **les discours génocidaires du gouvernement à l'encontre des peuples autochtones et de l'environnement** », qui attisent la destruction rapide de l'Amazonie, de leurs lieux de vie et de leurs moyens de subsistance³⁰.

- Plusieurs alliés de Bolsonaro plaident ouvertement en faveur de la restauration des lois en vigueur sous la dictature, ce qui reviendrait à priver la population de ses libertés fondamentales³¹.
- L'accord commercial ne mentionne les droits humains et les droits des peuples autochtones que dans son chapitre Commerce et Développement durable, lequel n'est pas légalement contraignant et ne peut donc pas être mis en oeuvre. Il ne prévoit pas non plus une protection explicite des droits des travailleur-se-s. En outre, le Brésil n'a pas ratifié la Convention de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948³², ce qui signifie qu'il ne garantit pas la protection des travailleur-se-s défendant leurs droits de manière organisée.



Les conséquences mentionnées précédemment ne sont qu'une sélection des répercussions désastreuses qui accompagneraient l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur, s'il venait à entrer en vigueur. Face à son coût irrémédiablement élevé pour le climat, l'environnement, la qualité de notre alimentation et la situation des personnes défendant les droits humains dans les pays du Mercosur, nous demandons instamment aux gouvernements qu'ils rejettent cet accord commercial, tant que cela est encore possible.

NOTES DE FIN

- 1 Barona et al., "The role of pasture and soybean in deforestation of the Brazilian Amazon", Environmental Research Letters, avril 2010. https://www.researchgate.net/publication/231001308_The_role_of_pasture_and_soybean_in_deforestation_of_the_Brazilian_Amazon (en anglais)
- 2 Jonathan Watts, "Amazon deforestation accelerating towards unrecoverable tipping point", The Guardian, 25 juillet 2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/25/amazonian-rainforest-near-unrecoverable-tipping-point> (en anglais)
- 3 Jeff Tollefson, "Deforestation ticks up in Brazil's savannah", Nature, 12 juillet 2018. <https://www.nature.com/articles/d41586-018-05695-9> (en anglais)
- 4 Joseph Poor et Thomas Nemecek, "Reducing food's environmental impacts through producers and consumers", Science, 1er juin 2018. <https://science.sciencemag.org/content/360/6392/987> (en anglais) Voir aussi : Clark Reisinger, "How much do direct livestock emissions actually contribute to global warming", Global Change Biology, avril 2018. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29105912> (en anglais)
- 5 GRAIN, L'accord commercial UE-Mercosur va intensifier la crise climatique due à l'agriculture, novembre 2019, <http://www.grain.org/e/6357>
- 6 Jake Spring, "Soy boom devours Brazil's tropical savanna", Reuters, 28 août 2018. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/brazil-deforestation/> (en anglais)
- 7 Fehlenberg et al., "The role of soybean production as an underlying driver of deforestation in the South American Chaco", Global Environmental Change, vol. 45, juillet 2017. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959378017305964> (en anglais)
- 8 Ana Mano, "Brazil Agriculture Minister calls soy moratorium 'absurd' ", Reuters, 13 novembre 2019. <https://www.reuters.com/article/us-brazil-soy-moratorium-idUSKBN1XN2LM> (en anglais)
- 9 Trase, "New data on Trase shows soy Trade from Brazil's Cerrado driving climate emissions", 13 décembre 2018. <https://medium.com/trase/new-data-on-trase-shows-soy-trade-from-brazils-cerrado-driving-climate-emissions-10cc949a04c4> (en anglais)
- 10 Amis de la Terre Europe, « Sugar cane and land use change in Brazil », août 2010. http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/foee_biofuels_briefing_sugarcane_0810.pdf (en anglais)
- 11 Marcelo Teixeira, "Brazil cancels decree barring sugarcane cultivation in the Amazon", Reuters, 6 novembre 2019. <https://www.reuters.com/article/us-brazil-environment-agriculture/brazil-cancels-decree-barring-sugarcane-cultivation-in-the-amazon-idUSKBN1XG311> (en anglais)
- 12 OCDE et FAO, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025, p. 116. <http://www.fao.org/3/a-i5778f.pdf>
- 13 Organisation maritime internationale, « Troisième étude de l'OMI sur les gaz à effet de serre (2014) ». <http://www.imo.org/fr/ourwork/environment/pollutionprevention/airpollution/pages/greenhouse-gas-studies-2014.aspx> (en anglais)
- 14 Anna Jean Kaiser, "Exterminator of the future": Brazil's Bolsonaro denounced for environmental assault", The Guardian, 9 mai 2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/may/09/jair-bolsonaro-brazil-amazon-rainforest-environment> (en anglais)
- 15 Jonathan Watts, "Jair Bolsonaro claims NGOs behind forest fire surge – but provides no evidence", The Guardian, 21 août 2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/21/jair-bolsonaro-accuses-ngos-setting-fire-amazon-rainforest> (en anglais)
- 16 Jonathan Watts, "Brazil's new foreign minister believes climate change is a Marxist plot", The Guardian, 15 novembre 2018. <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/15/brazil-foreign-minister-ernesto-araujo-climate-change-marxist-plot> (en anglais)
- 17 ISAAA, "Facts and trends, Brazil". https://www.isaaa.org/resources/publications/biotech_country_facts_and_trends/download/Facts%20and%20Trends%20-%20Brazil.pdf (en anglais)
- 18 ISAAA, "Facts and trends, Argentina". https://www.isaaa.org/resources/publications/biotech_country_facts_and_trends/download/Facts%20and%20Trends%20-%20Argentina.pdf (en anglais)
- 19 Larissa Mies Bombardi, A geography of agrotoxins use in Brazil and its relation to the European Union, 2019, p. 34. <http://www.livrosabertos.sibi.usp.br/portaldelivrosUSP/catalog/view/352/309/1388-1> (en anglais)
- 20 Colin Kirkpatrick et Clive George, Final overview trade SIA EU-Mercosur, mars 2009. https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2009/april/tradoc_142921.pdf (en anglais) Voir aussi : LSE Consulting, Sustainability Impact Assessment in support of association agreement negotiations between the European Union and Mercosur, janvier 2018. https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/march/tradoc_156631.pdf (en anglais)
- 21 Crispin Dowler, "Soya, Corn and Cotton make Brazil world leader for hazardous pesticides", Unearthed et Public Eye, 20 février 2020. <https://unearthed.greenpeace.org/2020/02/20/brazil-pesticides-soya-corn-cotton-hazardous-croplife/> (en anglais)
- 22 Déclaration de fin de visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, juin 2019. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25434&LangID=E> (en anglais ou en portugais)
- 23 Haley E. Davis et Keith E. Belk, "Managing meat exports considering production technology challenges", Animal Frontiers, juillet 2018. <https://academic.oup.com/af/article/8/3/23/5038524> (en anglais)
- 24 Polina Devitt et Ana Mano, "Russia to resume some beef and pork imports from Brazil", Reuters, 31 octobre 2018. <https://www.reuters.com/article/us-russia-brazil-meat/russia-to-resume-some-beef-and-pork-imports-from-brazil-idUSKCNIN52Q9> (en anglais)
- 25 Sharma Shlesinger, The rise of Big Meat. Brazil's extractive industry, Institute for Agriculture and Trade Policy, novembre 2017. https://www.iatp.org/sites/default/files/2017-11/2017_11_30_RiseBigMeat_f.pdf (en anglais)
- 26 Andrew Wasley et al., "JBS, the Brazilian Butchers who took over the world", The Bureau of Investigative Journalism, 2 juillet 2019 <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2019-07-02/jbs-brazilian-butchers-took-over-the-world> (en anglais)
- 27 Human Rights Watch, Rainforest Mafias: How violence and impunity fuel deforestation in Brazil's Amazon, septembre 2019, p.58. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/brazil0919_web.pdf (en anglais)
- 28 Le nombre de victimes a été calculé à partir des données recueillies dans les rapports annuels de Global Witness concernant la situation des personnes défendant l'environnement et les terres. Voir par exemple la dernière édition disponible : Global Witness, "Enemies of the State? How governments and business challenge land and environment defenders, juillet 2019. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/enemies-state/> (en anglais)
- 29 Op. cit., note 27.
- 30 Articulação dos Povos Indígenas do Brasil, "Report note against Amazon destruction process by the Bolsonaro government", 23 août 2019. <https://apib.info/2019/08/23/report-note-against-amazon-destruction-process-by-the-bolsonaro-government/?lang=en> (en anglais et en portugais)
- 31 David Miranda, "Bolsonaro wants to end democracy in Brazil. Here is one way he could do it", The Guardian, 21 novembre 2019. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/nov/21/bolsonaro-brazil-military-dictatorship-violence> (en anglais)
- 32 OIR, Ratifications de conventions fondamentales par pays, NORMLEX. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:10011:0::NO::P10011_DISPLAY_BY,P10011_CONVENTION_TYPE_CODE:1,F



Document publié par les Amis de la Terre Europe et France
en mai 2020

Coordination: Amis de la Terre Europe

Recherche et préparation: Thomas Dauphin, Mute Schimpf

Rédaction: Helen Burley

Contributions et corrections: Paul de Clerck, Laura Hieber

Mise en page: Noble Studio

Traduction française: Audrey Mouysset

Photos: Victor Moriyama

Pour plus de renseignements, veuillez contacter: Nicolas Roux,
porte-parole des Amis de la Terre (nicolas.roux@amisdelaterre.org)

Les Amis de la Terre France

Mundo M, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil

☎ 01 48 51 32 22

✉ france@amisdelaterre.org

🏠 www.amisdelaterre.org

 **Les Amis
de la Terre
France**



Les Amis de la Terre Europe tiennent à remercier la Commission européenne pour son soutien financier (Programme LIFE). Le contenu de la présente publication engage la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position du bailleur susmentionné. Le bailleur ne peut être tenu responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans le présent document.